

PROGRAMME  
COMPLET  
ET INSCRIPTIONS

- **Inscription impérative avant le 24 janvier en précisant vos coordonnées et qualité par mail : [daniele.vidal@strategie.gouv.fr](mailto:daniele.vidal@strategie.gouv.fr) ou par téléphone : Danièle Vidal, +33 (0) 1 42 75 63 13**
- **Pour tout renseignement :**
  - **Centre d'analyse stratégique :**  
Sylvain Lemoine, Chef du Département Questions sociales  
Tél. : +33 (0) 1 42 75 60 40, [sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr](mailto:sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr)
  - **Direction Générale de la Cohésion Sociale :**  
Christophe Fourel, Chef de la mission analyse stratégique, synthèses et prospective  
Tél. : +33 (0) 1 40 56 82 16, [christophe.fourel@social.gouv.fr](mailto:christophe.fourel@social.gouv.fr)
- **Contacts Presse :**
  - **Centre d'analyse stratégique :**  
Jean-Michel Roullé, Responsable de la communication  
Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37, [jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr](mailto:jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr)
  - **Direction Générale de la Cohésion Sociale :**  
Marie-Louise Carémil, Communication externe,  
Tél. : +33 (0) 1 40 56 85 28, [dgcs-com@social.gouv.fr](mailto:dgcs-com@social.gouv.fr)

Pour vous rendre au séminaire :  
Métro : lignes 8, 12 et 13  
Stations : Invalides, Solférino, Varenne  
RER C - Station : Invalides



Centre d'analyse stratégique  
18, rue de Martignac  
75700 Paris SP 07  
Tél. 01 42 75 60 00

Direction Générale de la Cohésion Sociale  
11, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon  
75014 Paris  
Tél. : 01 40 56 60 00



CYCLE DE SÉMINAIRES

La cohésion sociale par ses instruments  
Quelle actualité des approches et des méthodes dans le champ social ?

Vincent Chriqui,  
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

Fabrice Heyriès,  
Directeur général de la Cohésion Sociale

ont le plaisir de vous convier au séminaire (séance 4)

Les actions collectives  
et les approches communautaires  
Quelle pertinence  
dans le contexte français ?

Mercredi 26 janvier 2011 de 15h à 18h  
Centre d'analyse stratégique  
18, rue de Martignac - 75700 Paris SP 07

On a coutume de caractériser le travail social en France par une grande spécialisation des professionnels et une individualisation des interventions. Même si cette présentation mérite d'être nuancée, on peut néanmoins considérer que le travail social à la française a moins recours aux interventions collectives sur le modèle des expériences menées dans les pays anglo-saxons et latino-américains, avec les avantages et les limites que ce modèle emporte.

Quelle que soit en effet leur appellation ("actions collectives", "interventions sociales d'intérêt collectif", "travail social communautaire"), plusieurs rapports ont récemment établi le faible développement des approches collectives en France. En 2005, l'Inspection générale des Affaires sociales considérait que la "coupure entre individuel et collectif constitue une faiblesse majeure, la difficulté à prendre en compte l'individu dans son environnement et l'impossibilité pour le travail individuel de s'appuyer sur les solidarités collectives contribuant à limiter la portée et les résultats de l'intervention sociale"<sup>(1)</sup>. De son côté, le Conseil supérieur du Travail social regrettait l'année passée le manque de visibilité des pratiques collectives<sup>(2)</sup>. Pourtant, malgré ces constats généraux, de nombreuses initiatives se développent quotidiennement sur l'ensemble du territoire, contribuant à façonner le nouveau visage du travail social à la française.

Pour leurs promoteurs, les actions collectives permettent de pallier les insuffisances des prises en charge individuelles des usagers, en s'appuyant sur les ressources propres à un groupe et en considérant que certaines problématiques sociales ne peuvent se réduire à des défaillances ou des inadaptations individuelles. Elles recouvrent en réalité trois types d'approches différentes : auprès de groupes présentant des difficultés comparables, sur la base d'un ancrage territorial (développement social local) ou encore en fonction d'une communauté de vie, géographique, sociale, voire d'origine (travail social communautaire). C'est sur cette dernière forme d'action collective que les confusions se font le plus régulièrement jour, certaines critiques pointant un risque de dérive communautariste.

Cette nouvelle séance du cycle de séminaires communs entre le CAS et la DGCS nous permettra donc d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes : Comment choisir les publics de manière à garantir l'efficacité de la démarche tout en veillant à ne pas les enfermer dans des identités "stigmatisées" ? Comment promouvoir leur participation active ? Quels sont les dispositifs optimaux de formation initiale et continue des professionnels ? Enfin, comment assurer, dans la pratique et dans le contexte français, la meilleure complémentarité entre actions collectives et approches individuelles ?

[1] IGAS (2006), *L'intervention sociale de proximité*, Rapport annuel 2005, Paris, La Documentation française.

[2] CSTS (2010), *Développer et réussir l'intervention sociale d'intérêt collectif*, Rennes, Presses de l'École des Hautes études en Santé publique.

15h00 **Introduction**  
Vincent CHRIQUI, Directeur général du Centre d'analyse stratégique

15h10 **La dimension collective de l'intervention sociale en France et à l'étranger : repères et enjeux**

Guillaume MALOCHET, Chargé de mission au Département Questions sociales, Centre d'analyse stratégique

15h20 **La progressive émergence des actions collectives : opportunités et facteurs de blocage**

Animation : Sylvain LEMOINE, Responsable du Département Questions sociales, Centre d'analyse stratégique

Hélène STROHL, Inspectrice générale des Affaires sociales

Cherry SCHRECKER, Sociologue, Maîtresse de conférences à l'université Nancy-II

Marie-Hélène BACQUÉ, Sociologue, Professeure à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense

16h20 **Échanges avec la salle**

16h30 **Du principe à la mise en œuvre : quelles conditions de réussite ?**

Animation : Sylvain LEMOINE, Responsable du Département Questions sociales, Centre d'analyse stratégique

Jean-Claude SOMMAIRE, Administrateur civil honoraire, Président du Conseil technique de la prévention spécialisée

Éric TOURNET, Directeur des maisons de quartier de Reims

Chantal GOYAU, Directrice générale de l'École supérieure du Travail social (ETSUP, Paris)

17h30 **Échanges avec la salle**

17h40 **Conclusion / Synthèse des débats**  
Michel JOUBERT, Sociologue, Professeur à l'université Paris-VIII - Saint-Denis